

Mai 68 et l'extrême droite

par Jean-Paul Gautier



Lorsqu'éclatent les événements du printemps 1968, l'extrême droite connaît de graves difficultés internes, marquées par les sempiternelles rivalités entre les groupuscules. Son avenir semble compromis. Complètement dépassée et surprise par le déclenchement de Mai 68, l'extrême droite est incapable d'adopter une position commune et de peser de manière significative sur la situation. Pendant la crise, on assiste à la disparition totale de l'extrême droite, les chefs étant occupés en « bavardages stériles » selon François Duprat. Une partie sera aux abonnés absents, hésitant entre une participation au mouvement et le ralliement au parti de l'ordre. Il lui fut impossible de prendre une position vraiment claire et les groupes nationaux ou nationalistes se virent menacés d'éclatement. Des militants allèrent se battre sur les barricades, d'autres se retrouvèrent le 30 mai sur les Champs-Élysées.



Tract des étudiants de la RN - 1967

Quant aux mouvements eux-mêmes, ils se virent impuissants devant les développements de la situation et Duprat se pose la question du dilemme pour l'extrême droite : « Fallait-il participer à la lutte contre le régime aux côtés des gauchistes, alors que ces derniers représentaient les adversaires constants des nationalistes sur le terrain ? Fallait-il, au contraire, s'allier au régime pour lutter contre le bolchevisme, alors que le général de Gaulle et son système s'étaient montrés d'une hostilité sans faille à l'égard des nationaux et avaient détruit l'Algérie française. » Au début, les dirigeants d'Occident divergent sur la position à adopter. Certains, par hostilité au régime, veulent en découdre aux côtés de l'extrême gauche, d'autres (Madelin, Robert) sont farouchement opposés à toute participation aux manifestations avec les gauchistes et sont partisans de soutenir les forces de l'ordre « contre la pègre bolchevique », prêts à se transformer en supplétifs de la police et à s'allier au régime. Des contacts vont d'ailleurs être pris avec le SAC via Gilbert Lecavelier [1]. François Duprat signale que des hommes « munis de cartes officielles » contactent Occident pour « proposer leur soutien pour une action visant à reconquérir Assas, afin d'en faire un abcès de fixation antigauchiste ». À Occident, il ne semble plus y avoir de pilote dans l'avion. Sa faiblesse l'empêche de jouer un rôle autonome dans l'un des deux camps. Il lui est impossible de prendre une position claire. Le 11 mai, Occident publie un tract réclamant « l'amnistie pour les étudiants arrêtés et la mise hors d'état de nuire des meneurs communistes ».

Jeudi 28 mars - 21 h

44, rue de Rennes

(face Sacré-Coeur des Pères)

L'ACTION FRANÇAISE AU QUARTIER LATIN

PIERRE DEBRAY

Marx ou Maurras

Gérard LECLERC

l'heure du choix

Alain FLAMAND

l'espérance est française

Exhibitions de la RESTAURATION NATIONALE, 10, rue Châteauneuf-Champs, PARIS 1^{er}

Affiche de la Ligue communiste.



En 68, l'A.F. dérange.

Affiche reproduite dans le feu follet
nouvelle série N°1 - été 1988

En 68, l'AF s'affiche au quartier latin... Malgré l'adversité.

croix de Lorraine ? [...]. Spectacle effarant. » (Duprat 1968 : 159 et 163). Le 4 juin, Occident participe à une manifestation d'étudiants gaullistes. Des heurts éclatent entre le service d'ordre de la manifestation et Occident qui réclama l'amnistie. Après les élections de juin et la reprise en main de la situation par le pouvoir, Occident s'attelle à l'analyse de Mai 68, dans une brochure, Pour une jeune nation. Les responsables de la « chienlit » sont ciblés : « Une dizaine d'enragés de Nanterre, la Sorbonne investie par la police, l'Université en grève, les barricades, les facultés, les lycées, les usines occupées, la grève générale. » Conclusion : « Tout nous impose un ordre nouveau, car le système s'est effondré ce mois de mai 1968. » Occident décèle dans les événements un antagonisme jeunes-vieux : « Sur les barricades, une jeunesse animée par la même solidarité des jeunes [...]. Nous vivons en effet dans une gérontocratie où les vieux détiennent tout le pouvoir politique et le pouvoir économique. » Mais ce système était en contradiction avec lui-même, puisque pour des raisons de consommation et de publicité, il idéalisait la jeunesse sans pour autant lui faire une place dans la société. Mai 68 ? Une crise politique, de civilisation et des valeurs, qui s'expriment par la dénonciation du système politique gaulliste : « Un pouvoir politique incapable de résoudre les problèmes au mieux de l'intérêt national. Le résultat de dix ans de gaullisme se traduit par la division de la nation en deux camps ennemis irréductibles. » Dénonciation des « sociétés mercantiles », ce qui montre que « dans son fond, cette révolte de la jeunesse est donc la plus saine qui soit ». Si la jeunesse veut être constructive, elle doit « débayer tous ces gravats idéologiques ». Occident dénonce la collusion entre l'extrême gauche et le pouvoir gaulliste. Une minorité d'agitateurs d'extrême gauche a dirigé la révolte avec la bienveillance du gaullisme « qui voyait en eux presque des alliés dans sa politique antiméricaine au Vietnam ». Pour

Jusqu'à la mi-mai, Occident participe à des manifestations aux côtés des maigres troupes de Roger Holeindre et surtout des royalistes de la Restauration nationale, non sans heurts avec le service d'ordre royaliste. La Restauration nationale entendait, appliquant sa tactique de « compromis nationaliste » agir dans l'unité la plus large, alors qu'Occident voulait radicaliser et droitiser les manifestations. Occident défile sous une banderole frappée de la croix celtique et réclamant « La France au Français » signée Édouard Drumont. Les royalistes les considèrent d'ailleurs comme des provocateurs et des « crétins fascistes » (Gautier 2002 : 89-101). Lors de ces manifestations, les principaux slogans sont « Sauvageot au poteau ! », « Expulsez Cohn-Bendit ! » et « Libérez la Sorbonne ! ». Occident va également se joindre à la manifestation du Front national anticommuniste de Tixier-Vignancour, le 20 mai, de la Madeleine à Saint-Lazare. « Des rallyes sans intérêt, sans débouchés politiques » (Duprat 1968 : 157 et suiv.). Le 22 mai, Occident attaque le siège de L'Humanité et veut marcher sur le Quartier latin.

Après l'échec de son action commando contre Sciences-Po, le mouvement disparaît de la scène jusqu'au 30 mai. Ce jour-là, certains de ses membres, noyés dans la masse de « l'immense marée humaine » participent à la grande démonstration gaulliste sur les Champs-Élysées. François Duprat dénonce cette participation : « on peut alors assister au spectacle effarant du mouvement Occident défilant drapeaux à croix celtique en tête, mêlé aux gaullistes, dans une foule hérissée de drapeaux à croix de Lorraine ». Manifestation qui toujours selon Duprat va « servir de catalyseur » à l'extrême droite. Jean-Christian Petitfils constate à juste titre que « le défilé de la Concorde, le 30 mai, scellait en quelque sorte la réconciliation des droites, hier encore meurtries et divisées par les nostalgies algériennes ». L'organe gaulliste, La Nation, du 1^{er} juin 1968, fait part de sa satisfaction : « Il n'était que de voir des gaullistes et des antigauillistes de la veille, ensemble sur les Champs-Élysées, en train d'acclamer le chef de l'État, pour comprendre que quelque chose avait changé. » De Gaulle a sifflé la fin de la récréation et « le vieux connétable du déclin », pour reprendre l'expression de François Brigneau, entend bien rafler la mise lors des législatives anticipées de juin 1968. Tout le monde n'entend pas jouer la même partition à l'extrême droite. En particulier Rivarol et Minute qui publie, le 6 juin, un article de Brigneau au titre évocateur : « Anticommunistes je vous ai compris », pastichant le « Je vous ai compris ! » de De Gaulle à Alger en 1958, et rappelant « sa fourberie ». Brigneau jure qu'au « bal des cocus, on ne le reprendra plus ». De Gaulle, le 30 mai, avait clairement désigné l'ennemi : « Le communisme totalitaire. » Sous la pression des événements, pour une partie de l'extrême droite le problème est de ne pas se rallier et de ne pas se faire récupérer par les gaullistes : « Combien de nationaux éternels dupés de la politique ? Combien de nostalgiques du maréchal Pétain ? Combien de partisans de l'Algérie française, d'épurés de 44, d'admirateurs de Bastien-Thiry, parmi ces masses humaines qui sauvent de Gaulle sous les drapeaux à

Occident, les gauchistes ont été un instrument efficace pour les visées anti-américaines de De Gaulle : « Le pouvoir d'habitude si prompt à briser les manifestations nationales a incontestablement favorisé l'agitation de ces meneurs. » Deuxième allié de l'extrême gauche : les médias, « cet orchestre rouge qui a préparé le terrain de la révolte ». Résultat de cette machination et de Mai 68 : « La France est au bord du gouffre. » Ultime tentative pour l'Occident, vouée à l'échec, pour récupérer la jeunesse.



Tract du secteur étudiant de la RN - 1968

Quelques années plus tard, un ex-membre d'Occident, revenant sur l'incapacité de l'extrême droite pendant cette période, en tire une constatation amère : « La droite a laissé passer sa chance. » (Bergeron et Vilgier 1982). Le 12 juin, le gouvernement interdit les organisations d'extrême gauche. L'extrême droite et en particulier Occident ne fait pas partie de la charrette. Le garde des sceaux, René Capitan, ne considère pas ce groupuscule néofasciste comme subversif : « Le mouvement Occident a employé la violence parfois, mais il ne s'est pas dévoilé comme un mouvement subversif. [2] » Si à la rentrée de septembre, l'agitation reprend dans les lycées et les universités, le gouvernement pourra toujours tenter d'utiliser Occident pour contrer l'agitation des différents groupes d'extrême gauche. Le MJR pointe des convergences avec la réaction du monde étudiant en ce qui concerne « la contestation d'une société incapable », cependant, le « caractère gauchiste » du mouvement en fait « une caricature de contestation ». Le MJR condamne la présence d'une partie de l'extrême droite le 30 mai aux côtés des gaullistes. Présence qualifiée de « réaction primaire [...] par crainte du communisme ». Les ralliés se font ainsi « des complices » du gaullisme [3] : Le gaullisme est responsable de l'agitation, au même titre que le communisme : « Communisme et gaullisme, en fin de compte, c'est la même chose : tout de suite ou

plus tard ? [4]. » L'analyse ne brille pas par sa nouveauté. Depuis longtemps, dans certains milieux, de Gaulle est catalogué de fourrier du communisme. Localement, le MJR tente d'impulser un comité de vigilance anticommuniste et antigauilliste à Toulouse. Comme celle d'Occident, l'analyse de Pierre Sergent est sans appel : le gaullisme ne peut mener la France qu'à la catastrophe. « Il ne faut pas se lamenter. Nous savions que le gaullisme, né d'une escroquerie morale, ne pouvait, malgré son apparence de stabilité, qu'instaurer l'anarchie en France, d'abord par le calcul à courte vue, ensuite par la démagogie, enfin par l'incapacité à contrôler les événements. Nous y sommes ? [5] » Cette position est partagée par un certain nombre de personnalités à l'extrême droite. René Saive écrit dans Minute, le 16 mai 1968 : « Dix ans après le printemps des trois couleurs, le premier, voire l'unique responsable de cette déliquescence exerce la magistrature suprême de l'État. » Tixier-Vignancour, dans Le Monde du 25 mai, déclare que le gaullisme est « le premier responsable des désordres qu'il eut dus prévoir alors que dans une certaine mesure il les a encouragés ». Quant à Jean-Marc Vaurat et Pierre Debray, ils annoncent dans Le Monde le 24 mai : « Nous n'avons pas de cadeaux à faire aux assassins des ouvriers et des étudiants d'Algérie. » Sergent qualifie l'intervention de De Gaulle, le 30 mai « de jour de deuil national ». Lors d'une conférence de presse clandestine, tenue à l



En mai 68, la RN s'adresse aussi au monde du travail

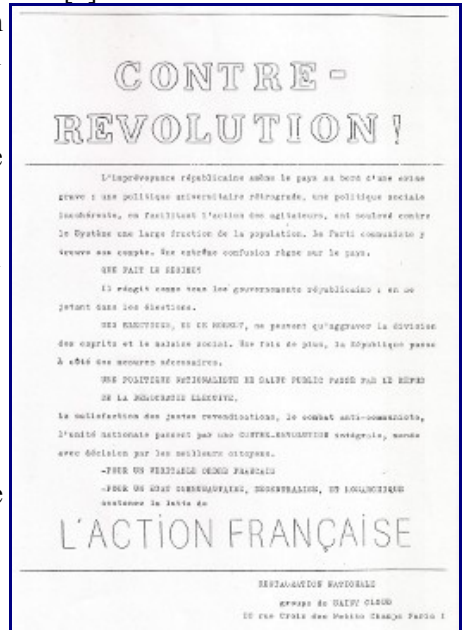
l'hôtel Hilton, il développe son analyse : « Lors des événements qui viennent de se dérouler, mon réflexe personnel a été d'être sur les barricades. Je me suis senti les mains pleines de pavés pour les lancer contre cette société qu'il faut détruire. C'est évident, cette société nous a mis là où nous sommes [...]. Je n'ai pas attendu Cohn-Bendit pour remettre en cause la société telle qu'elle est actuellement [...]. Pendant la crise [...], il est évident que les meilleurs gaullistes étaient Georges Séguéy de la CGT, et Waldeck Rochet du Parti communiste français (le parti de l'ordre). » (cité par Backman 1993 : 82). Une fois de plus, la thématique gaullisme/communisme : même combat est remise sur le tapis. La « révolution marxiste » apparaît ainsi comme l'aboutissement logique du gaullisme. Il n'y a pas entre eux de différence d'essence, il n'y a qu'une différence de degrés. D'un côté un pouvoir sclérosé qui a mené le pays à la faillite, de l'autre des groupes révolutionnaires « bandes de voyous » qui veulent récupérer et détourner les « justes revendications » de la jeunesse à des « fins de subversion mondiale ».

En juin 1968, comme aux législatives de 1967, le MJR entend faire barrage au gaullisme, en attendant des jours meilleurs et une hypothétique troisième force. « Le MJR appelle les Français à refuser le faux dilemme gaullisme ou communisme. En attendant que se constitue une troisième force suffisamment représentative, le MJR appelle à voter pour le mieux placé des candidats non communistes ayant manifesté sa volonté de ne collaborer en aucun cas avec le gaullisme. Le 30 juin, le choix étant plus restreint, le principe sera le même [6] ». Pierre Sergent ajoute : « Voter gaulliste, c'est être vraiment les trompés du 30 mai. Nous avons été trompés le 13 mai et ceux qui vont voter gaulliste seront les trompés et les trahis du 30 mai. » Quant à Georges Bidault et Jacques Soustelle, ils n'entendent pas participer à la consultation électorale. La déferlante gaulliste au soir du 30 juin marque la défaite en rase campagne des adversaires de l'Union pour la défense de la République (UDR). Une chambre d'élus conservateurs sort des urnes. Agitant le chiffon rouge, même si ses jours sont comptés, de Gaulle a su exploiter la peur du désordre et de la subversion. C'est la France de la trouille qui s'est exprimée. Par le 30 mai et par les urnes de Gaulle a récupéré « le pays réel » : « Les émeutiers de mai ont assuré le succès de De Gaulle. » Un tract de la Restauration nationale le proclame : « Les incendiaires ont bien mérité de la 5e République. » Roger Holeindre, avec ses troupes squelettiques, est contraint de se cantonner dans des positions musclées sans lendemain : « Nous ne discuterons pas avec les « Enragés », nous les vaccinerons. [7] »

Et Jean-Marie Le Pen ? Tout au long du printemps de Mai 68, il brille par son absence et son silence. Depuis sa rupture avec Tixier-Vignancour en 1966, on ne l'a ni vu, ni entendu. Il se consacre à sa société d'éditions (SERP) et s'est replié avec une poignée de fidèles sur le Cercle du Panthéon (en référence au bar où il avait installé son QG quand il présidait la Corpo-Droit) qu'il a fondé en 1959 et dont il a repris la présidence en 1966.

Maurice Bardèche, dans la préface du livre de François Duprat, Les journées de Mai 68, tire les enseignements de l'échec de l'extrême droite en Mai 68. Il constate qu'une partie de l'extrême droite s'est opposée à la révolte des jeunes qui représente le désordre et traduit la faillite de l'éducation et de l'autorité. Ce réflexe a amené la participation des adversaires les plus résolus du gaullisme à manifester place de la Concorde : en réalité un véritable plébiscite pour de Gaulle. D'autres éléments, dès les premiers jours, avaient exprimé un accord avec les slogans antigauillistes de certains groupes. Seul problème : la présence des drapeaux rouges : « Le mythe castriste, l'image de Che Guevara tout seul avec une poignée de maquisards remuant un continent tout entier, rejoignait et renforçait le mythe du Vietnam. » Certains éléments ont participé aux barricades de manière isolée.

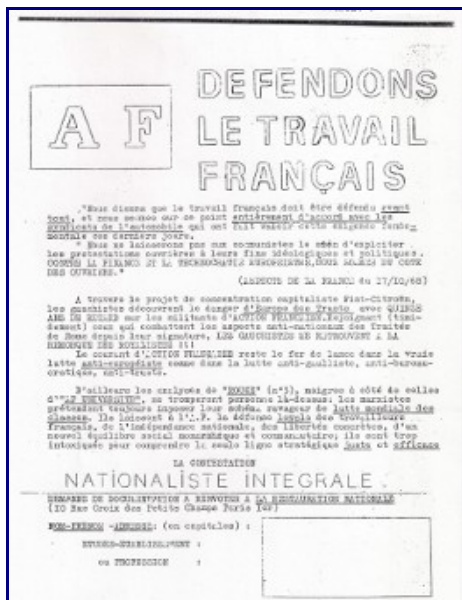
Cette révolte de la jeunesse est légitime. Une fraction de l'extrême droite est favorable aux motifs mais opposées aux formes : « Cette énergie qu'on ne lui permettait pas d'employer [...], la jeunesse allait donc l'employer pour sa



Tract du secteur étudiant de la RN - 1968

propre libération [...]. Elle allait devenir la force menaçante avec laquelle il allait falloir compter. Elle représentait la violence, elle était la violence [...]. La jeunesse rejette la société établie [...]. Elle remet en cause une organisation, un régime auxquels elle se sent étrangère. » Le positionnement de l'extrême droite traduit, toujours selon Bardèche, le conflit entre les partisans de l'ordre et ceux qui veulent un changement total de société. Bardèche se réfère au MSI en Italie et aux tensions avec son organisation de jeunesse (le FUAN). Alors que l'organisation adulte se proclamait défenseur de l'ordre, le secteur jeune se heurtait aux forces de l'ordre, « fidèle à l'inspiration révolutionnaire de l'opposition de droite ». Le groupe Ordine Nuovo a connu les mêmes tensions.

En fait, pour l'extrême droite, le problème a été le suivant : soit créer « un parti de la gendarmerie » sur lequel tout régime doit compter lorsque l'ordre public est troublé ou bien « un parti de l'opposition radicale » décidé au changement qui accepte d'obtenir ces changements « par des voies dangereuses et souvent brutales, celles qu'on appelle des voies



Tract de la RN - Automne 1968

révolutionnaires ». Pour Bardèche, l'avenir d'une opposition radicale de droite consiste à dépasser ces deux courants. Il lui appartient de dire clairement qu'elle veut un changement « radicale de la société » mais « dans l'ordre et au moyen de l'ordre, la discipline, le sens civique, le courage, la notion de service qui impliquent un changement "révolutionnaire" de notre manière de vivre qui "est" ce "changement révolutionnaire" ». Le choix semble simple mais le chemin sinueux pour y parvenir. Il faut à la fois refuser une « droite de l'ordre » d'un côté et une « droite de la révolution de l'autre ». L'opposition radicale n'aura en effet de résonance que si elle repose sur une réforme morale totale, profonde, sur « le refus que la jeunesse a affirmé de la ploutocratie et du communisme à la fois ». Mais aussi sur la recherche d'une troisième voie dont l'ordre et la discipline constituent la charpente essentielle : « Une voie saine, constructive pour dépasser la ploutocratie et le communisme, le désordre parlementaire et la dictature policière [8] ». Alain de Benoist, de son côté, fournit son analyse : « Trois semaines d'un happening qui allait donner naissance à un mythe et d'une certaine façon marquer une génération. Beaucoup de choses furent assurément ridicules. Mes idées n'étaient pas celles des manifestants. Mais quand même, il y avait quelque chose qui, à défaut de soulever véritablement l'enthousiasme, réchauffait le cœur. Oui, Mai 68 fut un moment exalté, un espoir de révolution [...]. Un espoir déçu [...] quelque chose qui donnait l'apparence du changement dans cet univers des Trente Glorieuses, si désespérément pesant. » Si Alain de Benoist pointe quelques éléments favorables, voire sympathiques, dans le mouvement de Mai 68, ce ne fut pas pour lui un temps fort de son existence. L'élément marquant dans sa vie à l'époque fut le lancement de la revue Nouvelle École et l'acte de naissance de la Nouvelle Droite [9].

Le bilan de la crise est finalement catastrophique pour l'extrême droite qui n'a pu jouer aucun rôle autonome et s'est retrouvée dès le début divisée. Une partie s'est ralliée au gaullisme : un ralliement franc et massif (Tixier-Vignancour se réjouit de l'efficacité du barrage au front populaire et de la victoire d'une « majorité nationale »), et plus mitigé chez d'autres. Avec amertume, Bardèche en conclut que « le trompe-l'œil électoral mobilise les énergies et les conduit vers une rivière dans laquelle on les noie comme le joueur de flûte de Hamelin qui débarrassait ainsi la ville de ses rats ». Lectures françaises dénonce l'« alliance » entre le gaullisme et le communisme et la manœuvre électorale : « juguler promptement les manifestants avant qu'ils ne se transforment en émeutiers, c'était manquer un prodigieux effet de propagande. » Comme, en fin de compte, le gaullisme conduit au communisme, même lorsqu'il fait mine de le combattre ; il faut reconnaître que les marxistes-léninistes, prochinois ou non, ont fait du bon travail...

Le résultat des élections est la preuve que la manœuvre a été payante. Mais pour combien de temps ? Les apprentis sorciers de l'Élysée et de Matignon ont déchaîné la tempête, gare aux lendemains qui déchantent ... Les Comités de défense de la République (CDR), mis en place par les gaullistes, étaient là pour capter l'extrême droite. L'amnistie des membres de l'OAS fera le reste. Confronté aux élections, à travers lesquelles il joue son va-tout, de Gaulle a recherché le soutien de l'extrême droite et a pris des mesures pour apaiser la hiérarchie militaire. Ainsi, d'après le New York Times du 20 juin 1968, « un dirigeant gaulliste peut-il maintenant qualifier de patriotes les hommes que de Gaulle, lui-même, a qualifiés de traîtres et de meurtriers en 1961 ». François Duprat trace un bilan sans appel : « La faiblesse numérique de l'opposition nationale lui interdisait de jouer un rôle autonome aussi bien dans le camp de l'ordre que dans celui du drapeau rouge. »

Dans l'ensemble, les différents groupuscules voient leurs effectifs fondre comme neige au soleil, exception faite de la Restauration nationale et de son secteur jeune (Gautier 2002 : 105 et suiv.). Dans le même temps, l'extrême gauche touche les dividendes de l'action de ses différentes composantes. En milieu étudiant, l'appareil syndical de l'extrême droite s'écroule (sciences-po, médecine, droit, sciences). La FNEF (Fédération nationale des étudiants de France) éclate en une multitude de chapelles rivales. L'extrême droite étudiante n'est plus qu'un fantôme (Duprat 1968 : 162). Au crépuscule des années 1960, l'extrême droite apparaît divisée et inorganisée, « incapable d'une vision à long terme de leur stratégie révolutionnaire [...] un vague activisme arrogant en période de calme relatif (1965-1967) et inexistant en période de véritable crise révolutionnaire [10] ». Elle est dans l'impossibilité de constituer une force autonome et même de servir de force d'appoint. Après la démission du général, elle n'exercera aucune influence pendant la campagne électorale.

L'élection présidentielle de 1969 va traduire les désillusions du ralliement. Le 29 avril 1969, Georges Pompidou annonce son intention de se présenter aux suffrages des Français : « En le faisant, j'ai le sentiment d'obéir à mon devoir, la volonté de maintenir une continuité et une stabilité nécessaires, l'espoir de préparer l'avenir [11]. » L'échec de la candidature de Pierre Sidos, « une discrimination raciale parce que né en France de parents français », le retrait, à la suite de problèmes internes, de celle de l'avocat Georges-Paul Wagner présenté par la Restauration nationale, symbolisent l'absence de représentation de l'extrême droite lors des présidentielles. L'Œuvre française dénonce la candidature d'Alain Krivine parrainée par certains députés de l'UDR : « Le régime a monté la candidature du trotskiste Alain Krivine car il savait qu'il ne risquait rien, il a par contre empêché la candidature de Pierre Sidos pour prévenir la vérité de triompher. » Pierre Sidos déclare : « Nous allons vers une révolution. Le choix est à faire : sera-t-elle gauchiste ou nationaliste »

AF pour une riposte globale

1 - ECHEC DES C.A.L. : leur « journal national » du 13 novembre constitue un échec. Sur plusieurs dizaines de milliers de copies, 800 à peine ont participé au meeting au Sénonais. Le succès a été nul sans compter les commentaires de cette chute de TORNIS ROUGE, les C.A.L. appuyés par l'U.N.E.F. et les Comités d'action, tentent de reprendre la masse en mai en agitant de nouveau l'appareil quaternaire du Vichisme. MAIS LE COUP PERSA LONG TELL laisse les masses s'écrouler fragmentées dans les lycées. La place est libre.

2 - OFFENSIVE GAULLISTE : « Révéry universitaire », Edgar Faure double un pas porteur des comités-lycées contrôlés par le régime. On cherche à faire passer le trop fameux référendum pour un nouvel ordre. On compte sur l'engagement des « points », pour aller à installer des « salons » dans les lycées (fondés sur le désertion de la classe). On met en place un « double référendum » : une deuxième bourgeoisie de déserteurs. ON ESPERE, PAR LE CANAL DES CROIX-PUGILES MOODRES, ACHETER LES LULUS. Vos députés sont dans GAULLISTES ou MARXISTES ! Comme le démocrate politique, le démocrate scolaire est une escroquerie.

3 - RIPOSTE GLOBALE, F.A.F. : tout le monde sait que les C.A.L. entendent investir les lycées et les universités. Ils ont le droit de le faire. On cherche à faire passer le trop fameux référendum pour un nouvel ordre. On compte sur l'engagement des « points », pour aller à installer des « salons » dans les lycées (fondés sur le désertion de la classe). On met en place un « double référendum » : une deuxième bourgeoisie de déserteurs. ON ESPERE, PAR LE CANAL DES CROIX-PUGILES MOODRES, ACHETER LES LULUS. Vos députés sont dans GAULLISTES ou MARXISTES ! Comme le démocrate politique, le démocrate scolaire est une escroquerie.

Leur place est à nos côtés.

Seuls les lycées NATIONALISTES INTEGRALS DE LA RESTAURATION NATIONALE :

- opposent au marxisme une stratégie sans concession ;
- opposent au centralisme gaulliste un programme de liberté et d'ordre véritable ;
- opposent au système peulvi de la démocratie électorale une réponse idéologique et historique ;

LE NATIONALISME D'ACTION FRANÇAISE

REVUE DE L'ALGER-REPONSE A LA RESTAURATION NATIONALE, SECTEUR LYCEES, 10, rue Cochin des Fêtes Champ, PARIS 17^e, pour recevoir une DOCCUMENTATION SUR L'U.N.E.F.

NOM, PRENOM : _____

ADRESSE : _____

ETABLISSEMENT : _____

LYCEE : _____

V.T.C. 11/68/17/1000/17/17

Tract du secteur lycéen de la RN - automne 68

NOTES :

[1] Occident sera contacté par les services secrets, par les agents de Bob Denard, mercenaire au Congo. Duprat, quelques années plus tôt, était chargé de recruter des mercenaires pour le Congo. Gilbert Lecavelier, ex-para, ex-OAS, rejoint le SAC en mai 1968 puis les CDR. Il est lié aux escroqueries d'ETEC avec l'équipe de Charly Lascorz. Il infiltre l'extrême droite. Il sera un des responsables du service d'ordre d'Ordre nouveau. Par la suite il assure la protection de Sergent, dirigeant du FN. Cf. Audigier (2003) ; et Ferrand et Lecavelier (1982).

[2] L 'Humanité, 1er novembre 1968.

[3] Jeune Révolution, n ? 13, juin-juillet 1968, « Les complices »

[4] Reibold Jean, Action nouvelle, n ? 6, juin 1968, éditorial.

[5] Ibid., le point de vue de Pierre Sergent.

[6] Jeune Révolution, juin-juillet 1968.

[7] Holeindre Roger, Valeurs actuelles, 9 mai 1969

[8] Défense de l'Occident, na 74, juillet-août 1968, Bardèche Maurice, « Le pays réel et le pays légal » et même numéro, Carrino A.-E., « Les étudiants italiens ».

[9] Le Mai 68 de la Nouvelle Droite, Paris, Le Labyrinthe, 1998. Cet ouvrage est un recueil de témoignages de gens de la Nouvelle Droite âgés de 12 à 30 ans pendant les événements, cf. témoignage de De Benoist Alain : « La France aurait mieux fait de garder Cohn-Bendit », p. 10, 11 et 13.

[10] Duprat François, Cahiers européens-Notre Europe, numéro spécial (n° 46), « Manifeste nationaliste-révolutionnaire ».

[11] Le Monde, 30 avril 1969.